



**République Algérienne
Démocratique et Populaire**

**Ministère des
Affaires Etrangères**



**Ambassade
de France en Algérie**

« Appel à projets PROFAS C+ »

Session 2018

**« Rapport de présentation »
d'un projet de partenariat institutionnel rentrant
dans le cadre du Programme PROFAS-C+**

Titre du projet ...

Le cas échéant, titre déposé dans le cadre de l'AMI (si différent) :

Projet de partenariat institutionnel établi

entre

partenaire algérien

et

partenaire français

Sommaire :

« Rapport de présentation » d'un projet de partenariat institutionnel rentrant dans le cadre du Programme PROFAS-C+.....	1
1. Partenaires du projet.....	3
2. Résumé du projet.....	3
3. Thématiques concernées par le projet.....	erreur ! Signet non défini11
4. Contexte du projet.....	3
5. Historique du partenariat.....	4
6. Eléments de diagnostic concerté.....	4
7. Institution bénéficiaire du projet.....	4
8. Modalités de pilotage du projet.....	4
9. Résumé du cadre logique du projet global.....	5
10. Objectif principal, objectifs spécifiques, activités, résultats et livrables attendus.....	6
11. Durabilité du projet.....	6
12. Chronogramme du projet.....	7
13. Présentation du budget du projet.....	8
14. Sources de financement attendues pour le premier exercice (12 mois maxi).....	9
15. Annexes.....	9

Ce dossier fait suite à l'Appel à manifestation d'intérêt relatif au programme et constitue l'élément structurant de l'action que vous allez présenter.

Ce document a été rédigé dans le but de faciliter la formulation et la rédaction des projets. Il doit être renseigné avec une grande précision, rédigé et soutenu par les partenaires algériens et français, qui doivent démontrer que le projet agira concrètement sur l'organisation du bénéficiaire.

Les projets présentés doivent être constitués d'un ensemble finalisé d'activités et d'actions cohérentes visant des objectifs déterminés, dotés d'une organisation, d'un système de pilotage et de management.

1. Partenaires du projet

Projet déposé par [nom de l'institution publique française chef de file] :

Ministère assurant la tutelle du chef de file :	<i>Nom du ministère Adresse Service Personne référente (nom, prénom, fonction) Coordonnées courriel et téléphone</i>
Institution publique assurant le portage du projet :	<i>Nom de l'institution Adresse Service Personne référente (nom, prénom, fonction) Coordonnées courriel et téléphone</i>
Représentant légal de l'institution :	<i>Nom, prénom, fonction</i>

Projet déposé par [nom de l'institution publique algérienne chef de file] :

Ministère assurant la tutelle du chef de file :	<i>Nom du ministère Adresse Service Personne référente (nom, prénom, fonction) Coordonnées courriel et téléphone</i>
Institution publique bénéficiaire :	<i>Nom de l'institution bénéficiaire Adresse Service bénéficiaire Personne référente (nom, prénom, fonction) Coordonnées courriel et téléphone</i>
Représentant légal de l'institution bénéficiaire :	<i>Nom, prénom, fonction</i>

2. Résumé du projet

[10 lignes maximum]

3. Contexte du projet

[10 lignes maximum]

--

4. Historique du partenariat

[10 lignes maximum]

5. Éléments de diagnostic concerté

6. Institution bénéficiaire du projet

7. Modalités de pilotage du projet

8. Résumé du cadre logique du projet global

Le cadre logique doit donner une vision globale des activités du projet. Il synthétise donc dans un tableau les éléments importants précisés dans les paragraphes ci-dessous (objectif spécifique, activité à mettre en œuvre, résultats visés, indicateurs objectivement vérifiables, durées...).

Objectif général	Objectifs spécifiques	Activités à mettre en œuvre	Résultats visés	IOV (*)	

(*) IOV : indicateur objectivement vérifiable

9. **Objectif principal, objectifs spécifiques, activités, résultats et livrables attendus**

Objectif principal

Objectifs spécifiques (résumé)

Objectif spécifique 1 :

Objectif spécifique 2 :

Objectif spécifique 3 :

Objectifs spécifiques (détails)

Objectif spécifique 1 :

<u>Activité 1.1</u>	
Objectif de l'activité	
Descriptif	
Résultat visé	
Livrables et indicateurs objectivement vérifiables	
Bénéficiaires de l'activité	

Les dépenses de l'objectif spécifique 1 sont précisées dans l'annexe budgétaire (feuille 2)

10. **Durabilité du projet**

En Algérie :

En France:

11. Chronogramme du projet

Objectifs spécifiques	Activités à mettre en œuvre	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12

Actions réalisées en DZ
 Actions réalisées en FR



12. Présentation du budget du projet

Budget détaillé

Ressources humaines	Fonction	Coût unitaire (€/j)	Nombre d'unités	Coût total (€)
Actions en France	Chef projet (CP1)	350		0
	Expert (CP2)	250		0
	Formateurs (CP3)	250		0
				0
				0
Actions en Algérie	Direction (CP4)	450		0
	Chef projet (CP1)	350		0
	Experts (CP2)	250		0
	Formateurs CP(3)	250		0
TOTAUX COUTS RH			0	0
Déplacements				
Avions FR --> DZ				0
Avions DZ --> FR				0
TOTAUX COUTS VOYAGES				0
Hébergements				
Perdiems FR en DZ		110		0
Perdiems DZ en FR		110		0
TOTAUX PERDIEMS			0	0
Sous-traitance				
Publications				0
Conférences/séminaires				0
Actions de visibilité				0
TOTAUX COUTS SOUS-TRAITES			0	0
TOTAL				0

Budget global

Rubriques	Montant (en €)	% des coûts totaux
Ressources humaines		
Déplacements		
Perdiems		
Coûts sur devis		

Coûts directs éligibles du projet		
Provision pour imprévus (5%)		
TOTAL COUTS ELIGIBLES		

13. Sources de financement attendues pour le premier exercice (12 mois maxi)

Sources de financement attendues	Montant	Pourcentage
	EUR	du total
<i>Contribution financière du partenaire bénéficiaire (**)</i>		
<i>Contribution du partenaire français</i>		
<i>Contributions de sources privées</i>		
Nom, montant et conditions à préciser en annexe.		
<i>Contributions d'autres sources publiques</i>		
Nom, montant et conditions à préciser en annexe.		
<i>Contributions demandées à l'Algérie au titre du PROFAS-C+</i>		
<i>Contributions demandées à la France au titre du PROFAS-C+</i>		
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	0	
Budget du projet		

Niveau d'équilibre
dans la prise en
charge du projet

Algérie	0	
France	0	

14. Annexes Liste des acronymes Lettres d'intention des partenaires



**République Algérienne
Démocratique et
Populaire**

**Ministère des
Affaires Etrangères**



**Ambassade
de France en Algérie**

« Appel à projets PROFAS C+ »

Session 2018

Notice d'information

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre du relevé de décisions concernant les nouvelles modalités d'engagement du programme PROFAS, signé en 2014, une nouvelle version a été instaurée.

Le nouveau programme, PROFAS C+, replace la formation des cadres de l'administration au centre d'une démarche de soutien à des projets de partenariat institutionnel structurants, c'est-à-dire « agissant sur l'organisation du partenaire bénéficiaire du projet » (pour améliorer la qualité de son fonctionnement par exemple), mis « au service d'un objectif de modernisation institutionnelle clairement désigné ».

Cibles et conditions

1. Types de projets concernés

Les projets concernés par cet appel à projets sont ceux qui visent à :

- favoriser les échanges et réaliser les bons diagnostics, spécifier les besoins, partager les expériences, définir les objectifs des partenariats ;
- mobiliser l'expertise nécessaire à la formulation des projets structurants, à la modernisation de l'organisation, à la mise en place de dynamiques de management, au suivi-pilotage du projet ;
- renforcer les compétences techniques et/ou managériales des personnels d'encadrement pour mettre en œuvre en toute autonomie les activités répondant aux priorités du gouvernement algérien.

2. Conditions d'éligibilité des projets PROFAS C+

Porteurs du projet

Seuls sont éligibles au titre cet appel à projet les entités publiques (institutions publiques, des établissements publics ou des Groupements d'intérêt public) basées en Algérie ou en France.

Pour être éligibles les projets doivent être portés par au moins deux partenaires institutionnels, français et algériens.

Comme dans toute démarche visant l'amélioration de la qualité des politiques publiques une direction générale du porteur doit s'engager formellement à favoriser l'atteinte des objectifs du projet.

Thématiques concernées par le projet:

Les projets doivent impérativement s'inscrire dans au moins l'une des 4 grandes priorités transversales fixées par le gouvernement algérien pour le renforcement de ses institutions, dans le cadre du document Cadre de Partenariat :

- Le montage, le suivi et l'évaluation des grands projets de développement ;
- La bonne gouvernance des institutions et des établissements publics ;
- La négociation et la médiation ;
- La prospective.

Priorités sectorielles :

Afin de répondre aux priorités thématiques ci-dessus, les projets ciblant l'un des secteurs suivants, priorités de la coopération entre l'Algérie et la France seront soutenus en priorité :

- Secteur de la gouvernance démocratique, de l'affermissement de l'Etat de droit et de la modernisation du fonctionnement de l'Administration :
 - sécurité intérieure,
 - lutte contre les grands trafics et la corruption,
 - habitat et urbanisme, amélioration des gouvernances locales et la gouvernance foncière,
 - gouvernance financière afin d'améliorer une mobilisation pertinente des ressources domestiques, à travers notamment une fiscalité juste et équitable, des circuits de la dépense publique efficaces et transparents.
- Secteur du développement productif et social:
 - *santé, diversification de l'économie et développement humain* : enjeux économiques, commerciaux, de développement qui touchent la diversification de l'économie ; questions démographiques, d'égalité des citoyens et de diffusion de la protection sociale ; stratégie

en matière d'éducation et de formation professionnelle post-primaire sur les secteurs sociaux ; renforcement des systèmes de santé.

- *Environnement et Aménagement du Territoire et climat* : changement climatique ; eau ; biodiversité ; désertification ; forêt ; traitement des produits chimiques et des déchets ; prévention des catastrophes ; accès à l'énergie et aux technologies bas carbone ; développement durable et environnement, infrastructures et transports.

Condition d'innovation :

Les partenaires, dans leur argumentaire, devront démontrer le **caractère innovant** des projets qu'ils s'entendent à soutenir ensemble. Les projets à caractère récurrent n'auront pas la priorité.

Condition d'utilité sociale :

Les partenaires démontreront l'intérêt du projet pour la **satisfaction des besoins du citoyen** (bénéficiaire final des impacts du projet) et préciseront comment il contribue activement au processus d'amélioration de la qualité des politiques publiques (mode d'implication participative).

Caractère structurant du projet :

Les partenaires démontreront que le projet envisagé ne se limite pas au renforcement de la capacité des cadres de l'administration (formations spécifiques, séminaires, actions de sensibilisation, conférences...), composante essentielle mais insuffisante à elle seule pour entraîner l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des services publics algériens, en termes de satisfaction des besoins des citoyens notamment. La priorité sera donnée aux projets :

- qui démontrent leur capacité à agir sur la modernisation de l'administration (renforcement de l'efficacité de l'organisation et de son fonctionnement, nouveaux objectifs...),
- qui induisent des résultats concrets et mesurables sur le terrain pendant la durée du projet (utilité sociale).

3. Durée du projet

Le projet peut être prévu sur 1 à 2 ans, mais en raison de l'annualisation budgétaire, le financement ne peut être accordé que par tranches annuelles, nécessitant de faire une demande chaque année.

4. Conventonnement

La convention de financement sera établie entre le partenaire français et le Service de Coopération et d'Action Culturelle, permettant le versement du co-financement français.

Instruction pour le remplissage du formulaire

1. Partenaires du projet

Indiquer les partenaires algériens et français du projet, en mentionnant, pour chacun le représentant légal, ses responsabilités et niveaux hiérarchiques au sein des entités publiques concernées.

2. Résumé du projet :

Le résumé devra démontrer que les partenaires ont réalisé **ensemble** un diagnostic permettant de spécifier du partenaire bénéficiaire : ses besoins, une stratégie et des méthodes d'intervention pour atteindre des objectifs ont été clairement identifiés (action concrète sur l'organisation du bénéficiaire, directement ressentis et mesurables en termes d'utilité sociale pendant la durée du projet, non limités à l'administration...).

3. Contexte du projet

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit le projet (économique, social, politique...). Les projets qui s'inscrivent dans le cadre d'accords institutionnels entre l'Algérie et la France seront privilégiés (Document Cadre de Partenariat 2013-2017, accords de coopération spécifiques, Objectifs du développement durable, mémorandums...).

4. Historique du partenariat

Précisez l'origine du partenariat, les relations déjà engagées et le degré d'institutionnalisation de ce partenariat.

5. Eléments de diagnostic concerté

Rappelez les éventuelles missions d'expertise ayant abouti au diagnostic et à la spécification des besoins du bénéficiaire, dates, intervenants...

Rappel des dates de rencontre et de validation du projet entre les partenaires...

Précisez les grandes lignes du diagnostic (marges de progrès identifiées lors du diagnostic)

Le projet devra démontrer qu'il intègre bien le souci des partenaires de prendre en compte la satisfaction des besoins du citoyen. Pour cela, le diagnostic mettra en évidence les situations insatisfaisantes pour le citoyen que le projet est sensé résoudre, les recommandations en termes d'objectifs à atteindre (utilité sociale du projet).

6. Institution bénéficiaire du projet

Il s'agit dans ce paragraphe de donner des informations sur l'institution bénéficiaire : date création, effectif global, effectif du bénéficiaire concerné par le projet, organigramme, responsabilités, missions, bénéficiaires finaux.

Dans le cadre d'un projet visant la création d'un nouveau service, citer les effectifs concernés par le projet.

7. Modalités de pilotage du projet

Il s'agit de préciser le rôle de chacun des acteurs impliqués : désignation des membres du comité de pilotage, des chefs de projet algérien et français (contacts, adresses professionnelles, coordonnées), rôles, structure de management du projet.

Les aspects liés à la gouvernance du projet devront être précisés dans les activités du projet (réunion du comité de pilotage, consultation, étapes de décision...).

8. Résumé du cadre logique du projet global

Le cadre logique doit donner une vision globale des activités du projet. Il synthétise donc dans un tableau les éléments importants précisés dans les paragraphes ci-dessous (objectif spécifique, activité à mettre en œuvre, résultats visés, indicateurs objectivement vérifiables, durées...).

Exemple de cadre logique :

Objectif général	Objectifs spécifiques	Activités à mettre en œuvre	Résultats visés	IOV (*)
Renforcer le système de formation au service de tous	1. Gérer et piloter le projet	1.1. Gérer, suivre, administrer le projet	La qualité du projet est maîtrisée	Système de gestion du projet mis en place et utilisé
		1.2. Participer au comité de pilotage	Les décisions d'orientation sont prises	Nombre de réunions du COPIL, CR du COPIL
		1.3.		
	2. Améliorer le système d'information	2.1. Réaliser le diagnostic	Les recommandations en termes de marge de progrès sont choisies	Rapport de diagnostic validé, désignation officielle des objectifs
		2.2. Spécifier les besoins	Le cahier des charges de spécification des besoins est validé	Cahier des charges de spécification validé, décision officielle de mise en œuvre
		2.3. Développer le système	Le système d'information est développé conformément aux spécifications	Le système développé est officiellement validé
		2.4. Implémenter le système	Le système d'information est implémenté	L'implémentation du système est achevée et l'objectif 2 est officiellement atteint
	3. Accompagner l'organisation dans la maîtrise du nouveau système d'information	3.1. Développer les procédures d'utilisation	Les procédures d'utilisation sont développées	Le cahier des charges des procédures est officiellement validé
		3.2. Présenter les nouvelles procédures	Les procédures sont présentées aux différentes catégories de personnels	Séminaire de présentation et de recueil des besoins de formation
		3.3. Etablir le plan de formation et d'accompagnement	Le plan de formations est établi	Les programmes de formation sont rédigés et les formations sont planifiées
		3.4. Former les équipes	Les 40 personnes concernées ont été formées	Les formés disposent des compétences nécessaires à la maîtrise de leurs nouvelles missions
		3.5. Accompagner les équipes	Les 40 personnes concernées sont accompagnées dans leurs nouvelles fonctions	Les équipes sont opérationnelles, les objectifs du projet ont été atteints

(*) IOV : indicateur objectivement vérifiable

9. Objectif principal, objectifs spécifiques, activités, résultats et livrables attendus

Objectif principal

L'objectif principal du projet doit être unique, directement lié à l'intitulé du projet. Il doit donner une vision claire de l'objectif final en termes de retombées concrètes et mesurables – pendant la durée du projet – pour le citoyen (objectif d'utilité sociale : amélioration de la qualité du service, de l'accueil, de la prise en charge de...),

L'objectif principal doit faire référence à des enjeux nationaux, voire internationaux : il répond à l'impact recherché du projet. Il peut être exprimé sous la forme « contribuer à... »

Objectifs spécifiques (résumé)

Les objectifs spécifiques des objectifs concrets à atteindre. Ils peuvent être formulés selon un acronyme aide-mémoire anglais : SMART. Il est conseillé de ne pas les multiplier et de rester relativement concis (afin d'éviter de faire plusieurs projets en un).

Spécifique, clair et simple : une idée par objectif

Mesurable, quantifiable par des indicateurs

Accepté par les parties prenantes au projet

Réalisable avec les moyens humains, techniques et financiers disponibles

Time-bond, c'est-à-dire avec une échéance qui permettra de procéder à une évaluation.

L'objectif spécifique peut être exprimé en termes d'avantages au groupe cible « accrus/améliorés/ etc. »

Objectifs spécifiques (détails)

Pour chacun des objectifs spécifiques, précisez les résultats visés, c'est-à-dire ce qui est fourni directement par le projet. Il est rédigé sous la forme d'une phrase (voir les exemples dans le cadre logique ci-dessus).

Activités à mettre en œuvre concernant l'objectif spécifique :

Déclinez, dans cette partie, les activités correspondant à chaque objectif spécifique, en mentionnant les résultats visés et les Indicateurs objectivement vérifiables.

Un **livrable** est tout résultat, document, mesurable, tangible ou vérifiable, qui résulte de l'achèvement d'une partie de projet ou du projet (expertise, conseil et coaching organisationnel pour la mise en place d'organigramme, la rédaction de fiches fonction, l'élaboration de guides de procédures assorties d'un système de pilotage et de suivi par les résultats).

Les **IOV (Indicateurs objectivement vérifiables)** sont les objectifs immédiats, exprimés en termes quantitatifs, qualitatifs, de temps, de groupes cibles et de lieu.

NB : il peut y avoir plusieurs activités pour un même objectif spécifique. Pour chacun de ces activités, remplissez le tableau

10. Durabilité du projet

Indiquez dans quelle mesure les bénéfices du projet continueront à long terme, pour les deux partenaires, en Algérie et en France; expliquez de quelle manière les effets du projet se maintiendront ou comment les activités continueront une fois que le projet sera finalisé.

11. Calendrier d'exécution du projet et budget pour le premier exercice (12 mois maxi)

Le chronogramme permet d'expliquer le déroulement du projet. Précisez le lieu de réalisation des activités, ainsi que le nombre de jours/homme concernés.

Remplissez le tableau directement sur le document ou à partir du fichier Excel joint et insérez-le dans le texte.

Exemple de chronogramme d'un projet.

Objectifs spécifiques	Activités à mettre en œuvre	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12
1. Gérer et piloter le projet (les coûts d'administration doivent être inférieurs à 7% du budget global)	1.1. Gérer, suivre, administrer le projet (1)	2									2		
	1.2. Participer au comité de pilotage (4)						1						
	1.3.												
												
2. Améliorer le système d'information	2.1. Réaliser le diagnostic		5										
	2.2. Spécifier les besoins		5										
	2.3. Développer le système			10	10								
	2.4. Implémenter le système					5	5						
												
3. Accompagner l'organisation dans la maîtrise du nouveau système d'information	3.1. Développer les procédures d'utilisation					2							
	3.2. Faire valider le cahier des charges des					2							
	3.3. Présenter les nouvelles procédures						3						
	3.4. Etablir le plan de formation et								2				
	3.5. Former les équipes									5	10	10	
	3.6. Accompagner les équipes												3
	Actions réalisées en FR												
	Actions réalisées en DZ												

12. Présentation du budget du projet

Budget détaillé

Détailler les postes de dépense.

Pour les dépenses de sous-traitance, seules sont prises en compte les dépenses effectivement réalisées sur facture après établissement de devis.

Remplissez le tableau directement sur le document ou à partir du fichier Excel joint et insérez-le dans le texte.

Exemple de budget détaillé

Ressources humaines	Fonction	Coût unitaire (€/j)	Nombre d'unités	Coût total (€)
Actions en France	Chef projet (CP1)	350	4	1 400
	Expert (CP2)	250	25	6 250
	Formateurs (CP3)	250	7	1 750
				0
Actions en Algérie	Direction (CP4)	450	1	450
	Chef projet (CP1)	350	8	2 800
	Experts (CP2)	250	19	4 750
	Formateurs CP(3)	250	23	5 750
TOTAUX COUTS RH			87	23 150
Déplacements				
Avions FR --> DZ		350	12	4 200
Avions DZ --> FR		350	10	3 500
TOTAUX COUTS VOYAGES				7 700
Hébergements				
Perdiems FR en DZ		110	46	5 060
Perdiems DZ en FR		110	50	5 500
TOTAUX PERDIEMS			0	10 560
Sous-traitance				
Publications				500
Conférences/séminaires				1 000
Actions de visibilité				500
TOTAUX COUTS SOUS-TRAITES			0	2 000
TOTAL				43 410

Le budget global

La présentation du budget global permet d'avoir une vision synthétique des dépenses et de la répartition de celles-ci.

Remplissez le tableau directement sur le document ou à partir du fichier Excel joint et insérez-le dans le texte.

Exemple de présentation du budget global

Budget global du projet pour le premier exercice (12 mois maximum)		
Rubriques	Montant (en EUR)	% des coûts totaux
Ressources humaines	23 150,00	50,79%
Déplacements	7 700,00	16,89%
Perdiems	10 560,00	23,17%
Coûts sur devis	2 000,00	4,39%
Coûts directs éligibles du projet	43 410,00	
Provision pour imprévus (5%)	2 170,50	4,76%
TOTAL COÛTS ELIGIBLES	45 580,50	100,00%

(1) fournir devis précis

13. Sources de financement attendues pour le premier exercice (12 mois maxi)

Remplissez le tableau directement sur le document ou à partir du fichier Excel joint et insérez-le dans le texte.

Exemple

Sources de financement attendues	Montant EUR	Pourcentage du total
<i>Contribution financière du partenaire bénéficiaire (**)</i>	12 791	28,06%
<i>Contribution du partenaire français</i>	1 500	3,29%
	0	0,00%
<i>Contributions de sources privées</i>	0	0,00%
Nom, montant et conditions à préciser en annexe.		
<i>Contributions d'autres sources publiques</i>	0	0,00%
Nom, montant et conditions à préciser en annexe.		
<i>Contributions demandées à l'Algérie au titre du PROFAS-C+</i>	10 000	21,94%
<i>Contributions demandées à la France au titre du PROFAS-C+</i>	21 291	46,71%
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	45 582	
Budget du projet	45 581	100,00%
	Niveau d'équilibre dans la prise en charge du projet	
	France	22 791 50,00%
	Algérie	22 791 50,00%
Les parties algériennes et françaises se sont entendues à soutenir les projets présentés dans le cadre de la parité		

Il est conseillé de prendre attache avec le Ministère des Affaires Etrangères- Direction Générale Europe –Bureau France, le Service de Coopération de l'Ambassade de France à Alger, les services

financiers de chacun des Ministères, pour s'assurer de la faisabilité du montage financier avant tout dépôt de projet. Les projets présentés doivent en effet s'inscrire dans une logique de parité de charges entre les parties algériennes et françaises.

14. Dispositions financières et contractualisation

Missions en Algérie de personnels français

Catégorie	Caractéristiques	Montant maximum journalier de la prestation	Montant maximum du per diem
Fonctionnaires français et agents assimilés		250 €	110 €
Catégorie 1 : Expert	Expérience personnelle liée au projet supérieure à 3 ans	250 €	110 €
Catégorie 2 : Expert senior	Expérience personnelle liée au projet supérieure à 8 ans	350 €	110 €
Catégorie 3 : Expert hors cadre	Expérience personnelle liée au projet supérieure à 15 ans	450 €	110 €

Missions en France de personnels algériens

Catégorie	Caractéristiques	Montant maximum journalier de la prestation	Montant maximum du per diem
Groupe 1 :		10.000 DA	110 €
Groupe 2 :		8.000 DA	110 €
Groupe 3 :		6.000 DA	110 €

Frais de voyages

- Les frais de voyages sont remboursés au réel, sur justificatifs.
- Les règles de base pour le calcul des frais de voyage sont les suivantes : un billet d'avion en classe économique ou un billet de chemin de fer de première classe, suivant le moyen le plus approprié et le plus avantageux économiquement.
- Les déplacements en voiture sont estimés en fonction des règles de base susmentionnées, sauf dans les cas où il n'existe pas de liaison aérienne ou ferroviaire ou si celles-ci ne sont pas appropriées. Dans ce cas, les déplacements sont comptabilisés à hauteur de 0,25 EUR par km, en cas d'utilisation du véhicule privé et au prix coûtant dans les autres cas. Si plusieurs experts partagent un même véhicule, les frais ne seront pris en charge qu'une seule fois.
- Quelle que soit la solution retenue (voiture, avion, train, minibus de location, etc...), elle doit être financièrement saine et économiquement avantageuse.

Conventionnement

La convention de financement français est établie sur un modèle de contrat de subvention entre le ministère des Affaires étrangères français et le partenaire français du projet.

Une convention peut également être conclue entre les partenaires algérien et français, qui précise les modalités d'utilisation des fonds monétaires et valorisés.

15. Annexes

Intégrer toute information ou document, rapport, utile à la bonne compréhension et/ou justification du projet (résumé de rapport de diagnostic...).

Si le projet dépasse 12 mois, joindre à ces annexes, pour chaque année supplémentaires (dans la limite de 3 au total), les liasses budgétaires éditées à partir du document sous excel (feuilles 1 à 4).

Lettre d'intention

Chacun des deux partenaires devra accompagner le document de présentation du projet d'une lettre d'intention stipulant. Lorsque le projet n'est pas mis en œuvre par le partenaire lui-même mais par un opérateur délégué sous tutelle, la lettre d'intention devra être cosignée par le partenaire et l'opérateur :

« Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport de présentation du projet de partenariat institutionnel intitulé et vous remercie d'en prendre connaissance en vue de sa présentation au prochain comité de sélection des projets.

La mise en œuvre de ce projet nécessitera qu'il soit doté d'une subvention PROFAS-C+ d'un montant de ...en chiffre... € (en lettres). Comme détaillé dans le rapport de présentation du projet ce montant assurera une parité dans la prise en charge de ses coûts entre la partie algérienne et française.

En cas d'approbation du projet par le Comité de sélection du programme PROFAS C+, je certifie par la présente qu'en tant que partenaire – algérien ou français - de ce projet – nom de l'institution partenaire - s'engage à mettre tout en œuvre afin de réaliser les activités et moyens décrits dans la rapport de présentation, afin de permettre l'atteinte des objectifs et des résultats attendus et identifiés.

De plus, je certifie que mon organisation :

- *dispose d'une capacité suffisante en termes de ressources humaines, financières et administratives pour mettre en œuvre les activités du projet qui lui auront été confiées,*
- *connait le contenu du rapport de présentation du projet et comprend le rôle qui sera le sien pour l'atteinte des objectifs visés.*

Signature

Nom/Prénom du signataire (partenaire + éventuel opérateur délégué sous tutelle)

Les lettres d'intention devront obligatoirement être signées par un responsable dûment habilité.